

*Afdeling II.* — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie

**Art. 20.** In het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, in artikel 27, eerste lid, wordt 3° opgeheven.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepaling*

**Art. 21.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 mars 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

—  
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 764-1. - Commissieverslag nr. 764-2.

– Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 764-3.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 13 maart 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/12327]

**12 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2016 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983, les articles 1<sup>er</sup>, § 5, 4, 7 et 8, tels que modifiés par le décret du 8 mai 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2016 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 2017 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2016 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études;

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations d'études donné le 15 mars 2019;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 février 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 février 2019;

Vu l'avis de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, donné le 2 avril 2019;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire du 13 mars 2019 organisée conformément à l'article 33 du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur;

Vu le « test genre » du 21 février 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 4 mars 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;  
Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** À l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2016 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « La composition de ménage prise en compte doit être établie en Belgique et est fixée à la date de la demande d'allocations d'études relative à l'année scolaire ou académique concernée. Les personnes à charge en considération sont celles reprises sur l'avertissement-extrait de rôle délivré par l'Administration des Contributions directes relatif à la pénultième année civile précédant l'année scolaire ou académique envisagée. »;
- b) au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « Sont pris en compte les revenus de toutes les personnes qui figurent sur la même composition de ménage, à l'exception :
  - 1° des revenus du candidat à l'allocation d'études;
  - 2° des revenus des frères et sœurs ou assimilés du candidat;
  - 3° des revenus des pairs-aidants;
  - 4° des revenus des colocataires et/ou propriétaires d'immeubles donnés en location au candidat.

Par assimilés aux frères et sœurs du candidat, on entend les demi-frères et demi-sœurs ainsi que les enfants du cohabitant légal ou de fait du parent du candidat qui figurent sur sa composition de ménage. »;

- c) au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 4 est abrogé;
- d) au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 5, 2°, les mots « et/ou d'intégration » sont insérés entre les mots « les allocations » et les mots « et les revenus de remplacement » et entre les mots « et les revenus de remplacement » et les mots « perçus par les membres »;
- e) au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 5, le 2° est complété par les mots suivants : « , à l'exception des allocations familiales et des allocations d'études. »;
- f) au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 7 est complété par la phrase suivante : « La proportion de la responsabilité fiscale du candidat est attestée par décision judiciaire ou par convention enregistrée. En cas d'absence de ces documents, la proportion est définie par défaut à part égale. »;
- g) le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Par dérogation à l'alinéa 3, si l'un des membres de composition de ménage du candidat visés à l'alinéa 3, 2°, 3° et 4°, contribue à l'entretien du candidat, ses revenus sont pris en compte. »;
- h) le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit : « § 2. Sans préjudice de l'article 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, lorsque les seules ressources pouvant être prises en compte sont celles du candidat et qu'il dispose de revenus attestés par l'avertissement-extrait de rôle délivré par l'Administration des Contributions directes relatif à la pénultième année civile précédant l'année scolaire ou académique envisagée ou, à défaut, relatif à l'année civile précédant l'année scolaire ou académique envisagée, le candidat est réputé pourvoir seul à son entretien et les ressources prises en considération sont ses ressources propres.

Lorsque l'ensemble des ressources du candidat qui pourvoit seul à son entretien est inférieur à la moitié des montants fixés à l'article 4, § 3, l'administration l'invite à solliciter des aides sociales auprès de son établissement d'enseignement ou des services public adéquats et à vérifier les informations déclarées lors de sa demande d'allocation d'études, dans un délai de trente jours.

Au terme de ce délai, l'administration assure, dans un nouveau délai de trente jours, un examen approfondi et vérifie avec le candidat qu'il ne peut promériter ou mentionner d'autres revenus ou allocations tels que visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 5, ou qu'il ne peut être tenu compte d'autres revenus ou allocations tels que visés à l'article 1<sup>er</sup>, dernier alinéa.

Au terme de ce nouveau délai, si l'ensemble des ressources reste inférieur à la moitié des montants fixés à l'article 5, § 3, et qu'il n'a pas été possible d'identifier la (les) personne(s) qui contribue(nt) à l'entretien du candidat, les ressources prises en considération sont celles de(s) personne(s) qui déclarai(en)t le candidat fiscalement à charge et qui figurent sur l'avertissement-extrait de rôle délivré par l'Administration des Contributions directes et sur la composition de ménage relatifs à la pénultième année civile précédant l'année scolaire ou académique envisagée.

Après contrôle de l'administration, si les ressources de ces personnes n'ont pu être identifiées, les ressources prises en compte sont les ressources propres de l'étudiant. »;

- i) le paragraphe 3 est abrogé;
- j) le paragraphe 4 est modifié en paragraphe 3.

**Art. 2.** A l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées à :

- a) l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, le premier tiret est complété par les mots « ou qu'il n'y a pas de personne à charge »;
- b) l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, le premier tiret, est complété par les mots « ou qu'il n'y a pas de personne à charge ».

**Art. 3.** A l'article 3 du même arrêté, le paragraphe 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par la phrase suivante : « Dans le cadre d'un séjour académique hors Communauté française, couvert par une convention, si l'étudiant n'est pas considéré comme interne lors de sa demande mais qu'il fournit une copie de son contrat de bail et de la convention, son dossier pourra être revu en vue de lui octroyer un complément éventuel. ».

**Art. 4.** A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au paragraphe 2, le premier tiret, est complété par les mots « ou qu'il n'y a pas de personne à charge »;
- b) au paragraphe 3, le premier tiret, est complété par les mots « ou qu'il n'y a pas de personne à charge »;
- c) le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit : « Sans préjudice de l'article 1<sup>er</sup>, §§ 2 et 3 du présent article, lorsque l'ensemble des ressources est inférieur à la moitié des montants fixés au § 3, l'administration invite le candidat ou son représentant légal à solliciter des aides sociales auprès de l'établissement d'enseignement au sein duquel le candidat est inscrit ou des services publics adéquats et à vérifier les informations déclarées lors de la demande d'allocation d'études, dans un délai de trente jours.

Au terme de ce délai, l'administration assure, dans un nouveau délai de trente jours, un examen approfondi et vérifie avec le candidat ou son représentant légal qu'il ne peut être tenu compte d'autres revenus ou allocations tels que visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 5.

**Art. 5.** L'article 4*bis* du même arrêté est abrogé.

**Art. 6.** A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- a) dans les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, les mots « ou l'un des membres de la composition de ménage dont les ressources sont prises en compte, », sont chaque fois insérés entre les mots « le candidat, » et les mots « ou la personne ou les personnes »;
- b) le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par les alinéas suivants rédigés comme suit : « Lorsque les personnes qui pourvoient à l'entretien du candidat en sont fiscalement proportionnellement responsables, le(s) revenu(s) cadastral (aux) des membres dont les ressources sont prises en compte, faisant partie des ménages auxquels il appartient, sont pris en compte dans cette même proportion. »;
- c) le paragraphe 2 est complété par les alinéas suivants rédigés comme suit : « Ce plafond est indexé annuellement, dès l'année 2017, en fonction de l'indice santé du mois de mai de l'année concernée sur base de l'indice santé du mois de mai 2016.

Le revenu cadastral pris en compte est le revenu cadastral affecté du coefficient cadastral indexé sur base de l'indice des prix à la consommation, tel qu'il qui figure sur l'avertissement-extrait de rôle délivré par l'Administration des Contributions directes et sur la composition de ménage relatifs à la pénultième année civile précédant l'année scolaire ou académique envisagée.

Lorsque l'un des membres de la composition de ménage telle que visée à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, dont les ressources sont prises en compte, est proportionnellement (co)propriétaire d'un bien visé au présent paragraphe, le revenu cadastral du bien concerné est pris en compte dans cette même proportion. ».

**Art. 7.** A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « à l'article 4, § 2 et » sont insérés entre les mots « montants planchers fixés » et les mots « à l'article 4, § 3 »;
- b) les mots « reconnu ou habilité par les Communautés, » sont insérés entre les mots « de plein exercice, » et les mots « pour l'année académique envisagée ».

**Art. 8.** A l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « Hormis dans les cas relevant de l'application de l'article 1<sup>er</sup>, § 2, » sont abrogés.

**Art. 9.** L'article 10 du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « Art. 10. Dans l'intérêt du candidat et en vue de lui accorder une allocation forfaitaire telle que visée à l'article 11, § 2, il peut être tenu compte, pour autant que ces situations concernent un membre de la composition de ménage telle que visée à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, dont les ressources sont prises en compte, des éléments suivants :

1° la séparation de corps ou du divorce, à condition que ce dernier ne soit pas précédé d'une séparation fiscale, de l'un des membres de la composition de ménage dont les ressources sont prises en compte et dès lors que ces situations sont officialisées par un acte juridique;

2° la séparation de fait avec résidences séparées ou de cessation de cohabitation légale de l'un des membres de la composition de ménage dont les ressources sont prises en compte;

3° le décès de l'un des membres qui figuraient sur la même composition de ménage que le candidat et dont les ressources étaient prises en compte;

Toutefois la prise en compte des éléments repris aux 1°, 2°, et 3°, est subordonnée au fait que le changement de situation soit intervenu entre le premier janvier de la pénultième année civile précédant l'année scolaire ou académique envisagée et le 31 décembre de l'année scolaire ou académique envisagée;

4° la mise à la pension ou de la prépension de l'un des membres de la composition de ménage dont les ressources sont prises en compte;

5° la perte de l'emploi principal exercé pendant au moins une année civile au 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui précède l'année scolaire ou académique sans qu'aucune indemnité soit allouée ou la cessation de toute activité lucrative y compris la faillite, de l'un des membres de la composition de ménage dont les ressources sont prises en compte;

6° une période de chômage ou de maladie pendant laquelle une indemnité de chômage ou une indemnité accordée par l'assurance maladie a été octroyée ou encore lorsque les revenus sont modifiés pour les agents des services publics suite à une mise en disponibilité soit pour cause de maladie, soit pour convenance personnelle précédant la pension de retraite, pour l'un des membres de la composition de ménage dont les ressources sont prises en compte;

7° une période d'aide sociale pendant laquelle un revenu d'intégration sociale, au taux isolé ou chef de ménage ou taux cohabitant ou aide sociale équivalente au revenu d'intégration sociale accordé par un centre public d'action sociale a été octroyé, à l'un des membres de la composition de ménage dont les ressources sont prises en compte.

Toutefois, en cas de chômage ou de maladie ou d'aide sociale, il ne peut être tenu compte de cette disposition qu'à la condition que le membre concerné de la composition de ménage dont les ressources sont pris en compte, connaisse une période de chômage ou de maladie ou d'aide sociale, qui devra être de minimum 40 jours consécutifs ou de minimum 90 jours au total;

8° lorsque l'un des membres de la composition de ménage dont les ressources sont prises en compte fait l'objet d'une médiation de dettes ou d'un règlement collectif de dette;

9° en cas de vente ou héritage d'un bien immobilier tel que visé à l'article 5 de l'un des membres de la composition de ménage dont les ressources sont prises en compte;

10° un changement dans la composition de ménage du candidat en cas de naissance ou d'adoption;

11° si le candidat à l'allocation d'études a fait l'objet d'un placement en famille d'accueil ou en institution;

12° si le candidat est réputé pourvoir seul à son entretien, tel que visé à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, et que cette situation est nouvelle.

Toutefois la prise en compte des éléments repris aux 4° à 12° est subordonnée au fait que le changement de situation soit intervenu entre le premier janvier de l'année civile précédant l'année scolaire ou académique envisagée et le 31 décembre de l'année scolaire ou académique envisagée.

Le candidat informe l'Administration de tout changement intervenu dans sa situation. Il est tenu de fournir à l'Administration les documents qui en attestent.

Pour toutes les situations visées par le présent article, l'Administration peut consulter l'historique des compositions de ménage du candidat.

Pour toutes les situations visées par le présent article, l'Administration analyse la demande sur base des revenus mentionnés pour les années de référence visées à l'article 8 ainsi que sur base des montants forfaitaires visés à l'article 11, § 2. Elle prend en compte la situation la plus favorable au candidat.

Sauf en cas de décès, de divorce ou de séparation, aucune allocation forfaitaire telle que visée au présent article n'est octroyée lorsque l'ensemble des ressources du ménage pour l'année civile visée à l'article 8 du présent arrêté sont supérieurs à 150 p.c. du plafond admissible fixé à l'article 2 ou lorsque l'article 5 est d'application.

**Art. 10.** Il est inséré un article 10*bis* rédigé comme suit : « Il est accordé une allocation forfaitaire telle que visée à l'article 11, § 2, aux élèves et étudiants placés en institution ou dans une famille d'accueil. ».

**Art. 11.** A l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au paragraphe 2, les mots « et de l'article 10*bis* » sont insérés entre les mots « de l'article 10 » et les mots « est attribuée »;
- b) au paragraphe 2, les alinéas 2 et 3 sont abrogés;
- c) à la place du paragraphe 3, retiré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 2017 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2016 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études, il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit : « Sauf pour les cas visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, lorsque l'ensemble des ressources est constitué, du seul revenu d'intégration sociale, au taux isolé ou chef de ménage ou taux cohabitant ou d'une aide sociale équivalente au revenu d'intégration sociale accordé par un centre public d'aide sociale au plus tard au 31 décembre de l'année scolaire ou académique envisagée et pour autant que l'ensemble des ressources ne dépasse pas les maxima indiqués à l'article 2, il est attribué un montant forfaitaire qui s'élève à :
  - 200 EUROS, pour les élèves externes de l'enseignement secondaire;
  - 500 EUROS, pour les élèves internes de l'enseignement secondaire;
  - 1.000 EUROS, pour les étudiants externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire et de l'enseignement supérieur;
  - 2.000 EUROS, pour les étudiants internes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire et de l'enseignement supérieur.

Lorsque l'ensemble des ressources du candidat réputé pourvoir seul à son entretien, tel que visé à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est constitué du seul revenu d'intégration sociale, au taux isolé ou chef de ménage ou d'une aide sociale équivalente au revenu d'intégration sociale accordé par un centre public d'action sociale au plus tard au 31 décembre de l'année scolaire ou académique envisagée et pour autant que l'ensemble des ressources ne dépasse pas les maxima indiqués à l'article 2, il est attribué un montant forfaitaire qui s'élève à 2.000 EUROS.

**Art. 12.** L'article 13 du même arrêté est complété par les alinéas suivants rédigés comme suit : « Les allocations et montants forfaitaires accordés sur base du présent arrêté pour les candidats inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur sont versés sur le compte du candidat.

Les montants forfaitaires accordés sur base de l'article 10*bis* sont versés sur le compte bancaire renseigné par le candidat. ».

**Art. 13.** Dans le même arrêté, les mots « centre public d'aide sociale » sont chaque fois remplacés par les mots « centre public d'action sociale ».

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Bruxelles, le 12 avril 2019.

Le Ministre-Président en charge de l'Egalité des Chances et des Droits des Femmes,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,  
de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/12327]

**12 APRIL 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 september 2016 tot vaststelling van de minvermogenheid van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen, gecoördineerd op 7 november 1983, inzonderheid op de artikelen 1, § 5, 4, 7 en 8, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 mei 2003;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 september 2016 tot vaststelling van de minvermogenheid van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 2017 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 september 2016 tot vaststelling van de minvermogenheid van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor studietoelagen, gegeven op 15 maart 2019;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 februari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 28 februari 2019;

Gelet op het advies van ARES, verleend op 2 april 2019;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenverenigingen erkend op gemeenschapsniveau van 13 maart 2019, georganiseerd overeenkomstig artikel 33 van het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs;

Gelet op de gendertest, op 21 februari 2019 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 4 maart 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de afwezigheid van communicatie van het advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 september 2016 tot vaststelling van de minvermogenheid van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) In paragraaf 1 wordt het tweede lid vervangen door hetgeen volgt:

“De samenstelling van het gezin waarmee rekening wordt gehouden, moet in België worden vastgesteld en wordt vastgesteld op de datum van de aanvraag van de studietoelage voor het bedoelde school- of academiejaar. De personen ten laste die in aanmerking moeten worden genomen, zijn die welke zijn vermeld in het aanslagbiljet uitgereikt door de Administratie der directe belastingen met betrekking tot het voorlaatste kalenderjaar dat aan het geplande school- of academiejaar voorafgaat. »

b) In paragraaf 1, wordt het derde lid vervangen door hetgeen volgt:

“Er wordt rekening gehouden met de inkomsten van alle personen uit dezelfde gezinssamenstelling, met uitzondering van:

1° het inkomen van de kandidaat voor de schooltoelage;

2° het inkomen van de broers en zussen van de kandidaat of gelijkgestelde personen;

3° het inkomen van peer-helpers;

4° de inkomsten van de medehuurlers en/of eigenaars van onroerende goederen die aan de kandidaat zijn verhuurd.

Onder gelijkgestelden van de broers en zussen van de kandidaat wordt verstaan de halfbroers en halfzussen alsook de kinderen van de wettelijke of feitelijke samenwonend(e) van de bloedverwant(e) van de kandidaat die in de gezinssamenstelling opgenomen worden. »;

c) In paragraaf 1, wordt het vierde lid opgeheven;

d) In paragraaf 1, vijfde lid, 2°, worden de woorden “de toelagen en de vervangingsinkomsten ontvangen door de leden opgenomen op het attest van gezinssamenstelling” vervangen door de woorden “de toelagen en de vervangingsinkomsten en/of een integratie-inkomen ontvangen door de leden opgenomen op het attest van gezinssamenstelling”;

e) In paragraaf 1, vijfde lid, wordt het punt 2° aangevuld met de woorden “met uitzondering van de kinderbijslag en de studietoelagen”;

f) In paragraaf 1, vijfde lid, wordt het punt 2° aangevuld met de volgende zin: “Het aandeel van de fiscale verantwoordelijkheid van de kandidaat wordt aangetoond door een rechterlijke beslissing of een geregistreerde overeenkomst. Bij gebrek aan deze documenten wordt de verhouding standaard als gelijk gedefinieerd. »;

g) Paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt: “In afwijking van lid 3, wordt, indien een van de in de leden 3, 2°, 3° en 4° bedoelde leden van de gezinssamenstelling van de kandidaat bijdraagt tot het onderhoud van de kandidaat, zijn inkomen in aanmerking genomen.”;

h) Paragraaf 2 wordt vervangen door hetgeen volgt: “Onverminderd het bepaalde in artikel 1, laatste lid, wanneer de enige middelen die in aanmerking kunnen worden genomen, de eigen middelen van de kandidaat zijn en hij inkomsten heeft die blijken uit het aanslagbiljet uitgereikt door de Administratie der directe belastingen met betrekking tot het voorlaatste kalenderjaar dat aan het geplande school- of academiejaar voorafgaat of, bij gebreke daaraan, voor het kalenderjaar dat aan het geplande school- of academiejaar voorafgaat, wordt de kandidaat beschouwd als de uitsluitende verantwoordelijkheid te hebben voor zijn onderhoud, en de in aanmerking genomen middelen eigen middelen te zijn.

Wanneer de totale middelen van de kandidaat die alleen al voor zijn onderhoud voorziet, minder bedragen dan de helft van de in artikel 4, § 3 vastgestelde bedragen, nodigt de administratie hem uit om beroep te doen op sociale bijstand van zijn onderwijsinstelling of een bevoegde overheidsdienst en om de bij zijn aanvraag om een studietoelage de verstrekte informatie te verifiëren, binnen 30 dagen.

Na afloop van deze termijn, verricht de administratie binnen een nieuwe termijn van dertig dagen een uitvoerig onderzoek en gaat zij met de kandidaat na of hij geen andere inkomsten of vergoedingen als bedoeld in artikel 1, vijfde lid, kan toezeggen of vermelden, of dat geen andere inkomsten of vergoedingen als bedoeld in artikel 1, laatste lid, in aanmerking kunnen worden genomen.

Na afloop van deze nieuwe periode, indien de totale middelen minder dan de helft van de in artikel 5, § 3 vastgestelde bedragen bedragen en het niet mogelijk is gebleken de persoon (personen) te identificeren die bijdragen aan het onderhoud van de kandidaat, zijn de middelen die in aanmerking worden genomen die van de persoon (personen) die de kandidaat om belastingdoeleinden te zijnen laste heeft (hebben) verklaard en die vermeld staan in het aanslagbiljet uitgereikt door de Administratie der directe belastingen en op de gezinssamenstelling met betrekking tot het voorlaatste kalenderjaar dat aan het geplande school- of academiejaar voorafgaat.

Na controle door de administratie, indien de middelen van deze personen niet konden worden geïdentificeerd, zijn de middelen die in aanmerking worden genomen de eigen middelen van de student. »;

i) Paragraaf 3 wordt opgeheven;

j) Paragraaf 4 wordt paragraaf 3.

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) In lid 1, 1°, wordt het eerste streepje aangevuld met de woorden “of dat er geen persoon ten laste is”;

b) In lid 1, 2°, wordt het eerste streepje aangevuld met de woorden “of dat er geen persoon ten laste is”.

**Art. 3.** In artikel 3 van hetzelfde besluit, wordt lid 1 van paragraaf 2 aangevuld met de volgende zin: “In het kader van een academisch verblijf buiten de Franse Gemeenschap, waarop een overeenkomst van toepassing is, kan, indien de student op het moment van zijn aanvraag niet als intern wordt beschouwd, maar een kopie van zijn huurovereenkomst en de overeenkomst overlegt, zijn dossier worden herzien om hem een eventuele aanvulling te verlenen.”.

**Art. 4.** In artikel 4 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) In paragraaf 2, wordt het eerste streepje aangevuld met de woorden “of dat er geen persoon ten laste is”;

b) In paragraaf 3, wordt het eerste streepje aangevuld met de woorden “of dat er geen persoon ten laste is”;

c) Paragraaf 4 wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Onverminderd artikel 1, § 2 en 3 van dit artikel, nodigt de administratie de aanvrager of zijn wettelijke vertegenwoordiger, indien de totale middelen minder dan de helft van de in § 3 vastgestelde bedragen bedragen, uit om sociale bijstand aan te vragen bij de onderwijsinstelling waar de aanvrager is ingeschreven of bij de bevoegde overheidsdiensten en om de bij de aanvraag voor de studietoelage opgegeven informatie te verifiëren, binnen 30 dagen.

Na afloop van deze termijn verricht de administratie binnen een nieuwe termijn van dertig dagen een grondig onderzoek en gaat zij bij de kandidaat of zijn wettelijke vertegenwoordiger na of er geen rekening kan worden gehouden met andere inkomsten of toelagen als bedoeld in artikel 1, lid 5.”.

**Art. 5.** Artikel 4bis van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 6.** Aan artikel 5 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) In de paragrafen 1 en 2, worden de woorden “de kandidaat, of de persoon (personen)” telkens vervangen door de woorden “ de kandidaat, of een van de leden van de gezinssamenstelling van wie de middelen in aanmerking worden genomen of de persoon (personen)”;

b) Paragraaf 1 wordt aangevuld met het volgende lid:

“Wanneer de personen die voor het onderhoud van de kandidaat zorgen proportioneel verantwoordelijk zijn voor het onderhoud, worden de kadastrale inkomsten van de leden wier middelen in aanmerking worden genomen, die behoren tot de gezinssamenstelling waartoe de kandidaat behoort, in dezelfde verhouding in aanmerking genomen. »;

c) Paragraaf 2 wordt aangevuld met de volgende leden:

“Dit plafond wordt jaarlijks met ingang van 2017 geïndexeerd op basis van het gezondheidsindexcijfer voor de maand mei van het bedoelde jaar, op basis van het gezondheidsindexcijfer voor de maand mei 2016.

Het kadastrale inkomen dat in aanmerking wordt genomen is het kadastrale inkomen dat wordt beïnvloed door de kadastrale coëfficiënt die wordt geïndexeerd op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen, zoals dat blijkt uit het aanslagbiljet van de Administratie der Directe Belastingen en uit de samenstelling van het gezin met betrekking tot het voorlaatste kalenderjaar voorafgaand aan het geplande school- of academiejaar.

Wanneer een van de leden van de in artikel 1, lid 2, bedoelde samenstelling van het huishouden, van wie middelen in aanmerking worden genomen, evenredig (mede)eigenaar is van een in de paragraaf bedoeld goed, wordt het kadastrale inkomen van het betrokken goed in dezelfde verhouding in aanmerking genomen. ».

**Art. 7.** Aan artikel 7 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) De woorden “de minimumbedragen bedoeld bij artikel 4 § 3” worden vervangen door de woorden “de minimumbedragen bedoeld bij artikel 4, § 2 en artikel 4, § 3”;

b) De woorden “die regelmatig ingeschreven zijn in het hoger onderwijs met volledig leerplan, voor het betrokken academiejaar,” vervangen door de woorden “die regelmatig ingeschreven zijn in het hoger onderwijs met volledig leerplan, erkend of gemachtigd door de Gemeenschappen, voor het betrokken academiejaar.”.

**Art. 8.** In artikel 8, eerste lid, worden de woorden “Behalve voor de gevallen die onder de toepassing van artikel 1, § 2 vallen,” opgeheven en wordt de overblijvende zin als volgt opnieuw geformuleerd: “De inkomsten bedoeld in artikel 1 zijn die van het voorlaatste kalenderjaar dat aan het in aanmerking genomen school- of academiejaar voorafgaat.”

**Art. 9.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 10. In het belang van de kandidaat en met het oog op de toekenning van de in artikel 11, § 2 bedoelde forfaitaire vergoeding kan, voor zover deze situaties betrekking hebben op een lid van de in artikel 1, § 2 bedoelde samenstelling van het gezin, van wie de middelen in aanmerking worden genomen, rekening worden gehouden met de volgende elementen:

1° de scheiding van tafel en bed of de echtscheiding, voor zover deze niet wordt voorafgegaan door een fiscale scheiding, van één van de leden van de samenstelling van het gezin waarvan de middelen in aanmerking worden genomen en op voorwaarde dat deze situaties door een rechtshandeling worden geformaliseerd;

2° de feitelijke scheiding met afzonderlijke woningen of de beëindiging van de wettelijke samenwoning van een van de leden van het gezin waarvan de inkomsten in aanmerking worden genomen;

3° het overlijden van een van de leden die tot dezelfde gezinssamenstelling behoorde als de kandidaat en waarvan middelen in aanmerking werden genomen;

De elementen vermeld in 1°, 2° en 3° worden echter slechts in aanmerking genomen indien de verandering in de situatie zich heeft voorgedaan tussen 1 januari van het voorlaatste kalenderjaar voorafgaand aan het beoogde school- of academiejaar en 31 december van het beoogde school- of academiejaar;

4° de pensionering of brugpensionering van een van de leden van het gezin waarvan de middelen in aanmerking worden genomen;

5° het verlies van het hoofdberoep dat gedurende ten minste één kalenderjaar op 1 januari van het jaar voorafgaand aan het school- of academiejaar is uitgeoefend zonder dat enige vergoeding wordt toegekend of de beëindiging van enige winstgevende activiteit, met inbegrip van het faillissement, van een van de leden van het gezin waarvan de inkomsten in aanmerking worden genomen;

6° een periode van werkloosheid of ziekte gedurende welke een werkloosheids- of ziekteverzekeringssuitkering is toegekend of wanneer het inkomen van een ambtenaar in overheidssdienst na een terbeschikkingstelling wegens ziekte of om persoonlijke redenen voorafgaand aan het rustpensioen wordt gewijzigd, voor een van de leden van het gezin waarvan de middelen in aanmerking worden genomen;

7° een periode van sociale bijstand waarin aan een van de leden van de gezinssamenstelling waarvan de middelen in aanmerking worden genomen, een leefloon werd toegekend, tegen het tarief van alleenstaande of gezinshoofd of sociale hulp gelijk aan het leefloon toegekend door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, aan een van de leden van de gezinssamenstelling waarvan de middelen in aanmerking worden genomen.

In geval van werkloosheid, ziekte of sociale bijstand kan deze bepaling evenwel slechts in aanmerking worden genomen indien het betrokken lid van het gezin waarvan de inkomsten in aanmerking worden genomen, een periode van werkloosheid, ziekte of sociale bijstand heeft doorgemaakt die ten minste veertig opeenvolgende dagen of in totaal ten minste negentig dagen moet bedragen;

8° wanneer een van de leden van de samenstelling van het gezin waarvan de middelen in aanmerking worden genomen, het voorwerp uitmaakt van een schuldbemiddeling of een collectieve schuldenregeling;

9° in geval van verkoop of vererving van een onroerend goed als bedoeld in artikel 5 van een van de leden van de samenstelling van het gezin waarvan de middelen in aanmerking worden genomen;

10° een wijziging in de samenstelling van het gezin van de kandidaat in geval van geboorte of adoptie;

11° indien de kandidaat voor de studietoelage in een pleeggezin of instelling is geplaatst;

12° indien de kandidaat beschouwd wordt als in zijn eigen onderhoud te voorzien, zoals bedoeld in artikel 1, § 2, en deze situatie nieuw is.

De elementen vermeld in 4° tot en met 12° worden echter slechts in aanmerking genomen indien de verandering in de situatie zich heeft voorgedaan tussen 1 januari van het kalenderjaar dat voorafgaat aan het beoogde school- of academiejaar en 31 december van het beoogde school- of academiejaar.

De kandidaat stelt de administratie in kennis van elke wijziging in zijn situatie. Hij is verplicht de administratie de documenten te verstrekken waaruit dit blijkt.

Voor alle situaties die in dit artikel worden behandeld, kan de Administratie de geschiedenis van de gezinssamenstelling van de kandidaat raadplegen.

Voor alle in dit artikel bedoelde situaties analyseert de Administratie de aanvraag op basis van de inkomsten voor de in artikel 8 bedoelde referentiejaar en op basis van de in artikel 11, § 2, bedoelde forfaitaire bedragen, rekening houdend met de voor de aanvrager gunstigste situatie.

Behalve in geval van overlijden, echtscheiding of scheiding van tafel en bed, wordt geen vaste vergoeding als bedoeld in dit artikel toegekend wanneer de totale middelen van het gezin voor het kalenderjaar bedoeld in artikel 8 van dit besluit meer dan 150 p.c. van het in artikel 2 vastgestelde toegestane maximum bedragen of wanneer artikel 5 van toepassing is.”.

**Art. 10.** Er wordt een artikel 10*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

“Een vaste vergoeding als bedoeld in artikel 11, § 2, wordt toegekend aan leerlingen en studenten die in een instelling of in een pleeggezin zijn geplaatst. ».

**Art. 11.** In artikel 11 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 2, worden de woorden “verleend overeenkomstig artikel 10 wordt toegekend” vervangen door de woorden “verleend overeenkomstig artikel 10 en artikel 10*bis* wordt toegekend”;

b) in paragraaf 2, worden lid 2 en lid 3 opgeheven;

c) in plaats van paragraaf 3, ingetrokken door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 2017 houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 september 2016 tot vaststelling van de minvermogensgrenzen van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen, wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt: “Behalve in de in artikel 1, lid 2, bedoelde gevallen, wordt, wanneer alle bestaansmiddelen uitsluitend bestaan uit een leefloon, tegen het tarief van alleenstaande of het tarief voor gezinshoofden of samenwonende, of uit een sociale bijstand die gelijkwaardig is aan het door een OCMW toegekende socialebijstandsinkomen, uiterlijk op 31 december van het beoogde school- of academiejaar en op voorwaarde dat alle bestaansmiddelen niet meer bedragen dan de in artikel 2 vermelde maximumbedragen, een forfaitair bedrag toegekend, dat als volgt is vastgesteld:

- 200 euro, voor externe studenten in het secundair onderwijs;

- 500 euro, voor interne studenten in het secundair onderwijs;

- 1.000 euro, voor externe studenten in het aanvullend secundair beroepsonderwijs en het hoger onderwijs;

- 2.000 euro, voor interne studenten in het aanvullend secundair beroepsonderwijs en het hoger onderwijs.

Wanneer alle middelen waarover de kandidaat die geacht wordt in zijn eigen onderhoud te voorzien, beschikt, zoals bedoeld in artikel 1, tweede lid, uitsluitend bestaan uit een leefloon, tegen het tarief van alleenstaande of het tarief van gezinshoofd, of uit sociale bijstand dat gelijkwaardig is aan het leefloon dat uiterlijk op 31 december van het geplande school- of academiejaar door een OCMW wordt toegekend, en op voorwaarde dat alle middelen niet meer bedragen dan de in artikel 2 vermelde maximumbedragen, wordt een forfaitair bedrag van 2.000 EUR toegekend.”.

**Art. 12.** Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende leden:

“De toelagen en forfaitaire bedragen die op grond van dit besluit worden toegekend aan kandidaten die zijn ingeschreven bij een instelling voor hoger onderwijs, worden gestort op de rekening van de kandidaat.

De op grond van artikel 10bis toegekende forfaitaire bedragen worden overgemaakt op de door de kandidaat opgegeven bankrekening.”.

**Art. 13.** In hetzelfde besluit, worden, in de Franse versie, de woorden “centre public d’aide sociale” telkens vervangen door de woorden “centre public d’action sociale”.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2019.

Brussel, 12 april 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie,  
Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202348]

**4 AVRIL 2019. — Décret portant assentiment à l’accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l’Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l’introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** Assentiment est donné à l’accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l’État fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l’introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu’il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 avril 2019.

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l’Action sociale, de la Santé, de l’Egalité des chances, de la Fonction publique  
et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI

Le Ministre de l’Economie, de l’Industrie, de la Recherche, de l’Innovation, du Numérique, de l’Emploi  
et de la Formation,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l’Environnement, de la Transition écologique, de l’Aménagement du Territoire, des Travaux publics,  
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l’Energie, du Climat et des Aéroports,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l’Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine  
et délégué à la Grande Région,  
R. COLLIN

Le Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

—————  
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1280 (2018-2019) N<sup>os</sup> 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 3 avril 2019.

Discussion.

Vote.